

Genève va accueillir une fondation mondiale pour encadrer l'intelligence artificielle «sensible»

Technologie Les initiatives pour réguler l'IA se multiplient, à l'image de la future fondation GAIGI, portée par le Genevois Axel Mazolo.

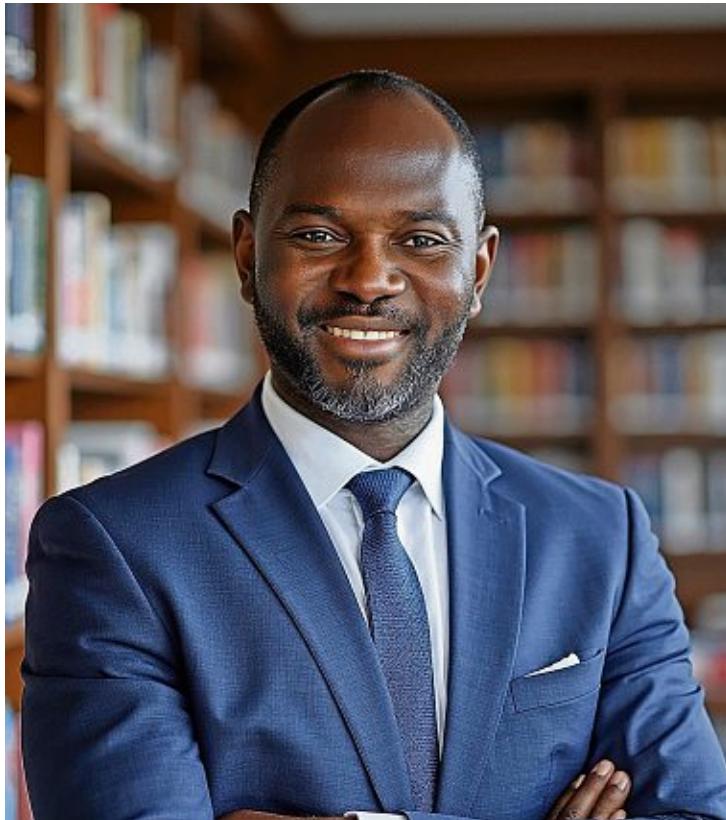
Alain Jourdan

Portée par le Genevois Axel Mazolo, expert en gouvernance de l'intelligence artificielle (IA), la fondation Geneva AI Governance Institute (GAIGI), dont la création est prévue à la rentrée 2025, est une initiative qui pourrait marquer une étape stratégique dans la régulation mondiale des technologies dites sensibles.

D'après l'initiateur, on entend par technologie ou IA sensible un système d'intelligence artificielle dont la prise de décision ou les éventuels dysfonctionnements peuvent impacter de manière significative la santé, la sécurité, les libertés individuelles ou la continuité des services vitaux.

Besoin normatif croissant

Dans un contexte où les applications de l'IA se multiplient dans la défense, la santé ou encore les infrastructures vitales, cette fondation vise à répondre à un besoin normatif croissant.



Axel Mazolo, à l'origine de Geneva AI Governance Institute (GAIGI). DR

Première du genre, la fondation n'émettra pas de certifications directement. Elle se concentrera sur l'accréditation des organismes certificateurs à travers le monde, sur la base de standards techniques, éthiques et de gouvernance élaborés à Genève. Cette approche innovante vise à instaurer une couche de régulation neutre et transparente, tout en assurant un contrôle de qualité permanent via des audits réguliers. L'enjeu: garantir la fiabilité et la sécurité des systèmes d'IA dites sensibles.

Au niveau de son organisation, la gouvernance de GAIGI est conçue pour refléter les valeurs de neutralité helvétique: un conseil d'administration de haut niveau, rassemblant des personnalités influentes issues d'ONG internationales, du secteur industriel, de la défense, du droit et de la recherche académique. À cela s'ajoutent des comités spécialisés, couvrant les aspects techniques, éthiques et de conformité. Le tout sous su-

pervision exclusive de l'autorité cantonale genevoise, sans possibilité de délégation à des instances fédérales ou étrangères.

Connu pour ses prises de position sur les dangers de l'automatisation militaire et son plaidoyer en faveur d'une gouvernance éthique de l'IA, Axel Mazolo s'est imposé comme une voix influente dans les débats sur les applications sensibles de l'intelligence artificielle. Il a publié et collaboré avec divers groupes de réflexion autour des politiques de sécurité algorithmique. Il promeut une vision où la Suisse, et plus précisément Genève, peut jouer un rôle pivot en offrant un cadre de référence indépendant face à la fragmentation normative internationale.

Stratégie et ambitions

Cette annonce intervient alors même que Genève, qui vient d'accueillir plusieurs événements majeurs dédiés à l'intelligence artificielle, affiche clairement son ambition de jouer un

rôle central dans la gouvernance du numérique. L'initiative s'inscrit ainsi dans une stratégie plus large portée par les autorités locales: faire de la cité lémanique un centre mondial de la régulation technologique. La neutralité helvétique, combinée à l'écosystème onusien et académique local, offre un terrain unique pour structurer des normes transversales capables de dépasser les rivalités géopolitiques.

Alors que l'Union européenne, les États-Unis ou encore la Chine adoptent des cadres nationaux parfois contradictoires, le GAIGI propose une voie médiane: une infrastructure de confiance, neutre, flexible et rigoureuse. Si cette vision s'impose, Genève pourrait devenir la capitale mondiale de l'encadrement des intelligences artificielles à haut risque – avec, en chef d'orchestre, une fondation locale ancrée dans l'esprit de Genève et déterminée à faire de la gouvernance technologique un pilier de la sécurité globale.